

## Qui traduira ?

L'article paru dans la rubrique Idées du *Monde* daté du 10 septembre, signé par certains membres de l'Association française des formations universitaires aux métiers de la traduction, nous interpelle. Les 6 cosignataires y prennent position pour l'utilisation de l'IA en traduction, et entendent représenter, dans le débat qui l'entoure, le parti de la raison et du ni-ni (l'IA ne serait ni Satan ni la panacée). Rejetant les *affects*, les *messages alarmistes* et les *prédictions millénaristes*, ils se placent du côté des *faits* qu'ils prétendent rappeler. Un préambule, qui sans les nommer, jette l'opprobre sur ceux qui condamnent l'usage de l'IA en traduction, et qui cache assez mal une volonté d'invalider toute position antagoniste en la qualifiant d'extrémiste et de passéiste (vouée à l'échec). Aussi réservent-ils à leur propre démarche les épithètes *réfléchie* et *constructive*. Vieille stratégie rhétorique, sans doute motivée par une peur : contrairement à ce qu'indique son titre, ce texte ne parle pas de la crainte de voir disparaître le métier de traducteur mais celui d'enseignant en traduction à l'université, dans l'hypothèse où la demande venait à fléchir à cause d'un climat anxiogène.

Les arguments employés ont le mérite de la simplicité : 1°) On n'y coupera pas 2°) Il faut s'adapter. Vieille lune du darwinisme social (« *there is no alternative* »), qui nous promet l'avènement de « *nouveaux besoins et de nouveaux métiers* ». Lesquels ne sont pas précisés, alors qu'il n'est nul besoin d'être devin pour s'en faire une idée (ils sont là), ni pour faire l'expérience que le métier de correcteur ou correctrice de sortie-machine (« post-édition ») génère plutôt de l'aliénation que de l'épanouissement.

Après avoir sommé les traducteurs de s'adapter s'ils ne veulent pas périr, l'article conclut sur une invitation à remplacer l'affect par l'observation. Soit, observons et réfléchissons. C'est l'objet de l'*Observatoire de la traduction* lancé par l'Association pour la promotion de la traduction littéraire (ATLAS) dès 2018, qui présente chaque année ses réflexions lors des Assises de la traduction littéraire.

Aujourd'hui, ATLAS s'interroge sur la représentativité de cette prise de position publique au sein du corps enseignant et sur ce que pourrait être un enseignement qui prépare à un environnement professionnel progressivement transformé et précarisé par l'IA. Il nous paraît important de réaffirmer :

- Que la traduction littéraire est un facteur d'émancipation, en ceci qu'elle apprend à celui qui l'exerce le maniement de la langue : qu'elle est un instrument puissant de formation de l'esprit, dont tous les étudiants, quelle que soit la profession qu'ils exerceront, peuvent tirer bénéfice.
- Que ce bénéfice est largement amputé lorsque l'activité de traduction est privée de sa dimension créatrice, qu'elle est assignée à une tâche de surveillance d'une norme décidée par le critère du plus probable ;
- Que les statistiques qui fondent les calculs des algorithmes tendent à réduire le possible au probable, et que cela est en contradiction avec la singularité de la langue qui est une condition de toute pensée véritable.
- Que les traducteurs et les traductrices littéraires ont une responsabilité sociale, et que l'éthique de l'usage d'une langue ne saurait se cantonner à corriger les biais sexistes et racistes des algorithmes.

Appeler à une utilisation *éthique* de l'IA, technologie qui s'appuie sur les *large language models* assemblés grâce au pillage des données et du travail des auteurs, est un vœu pieux. Cette utilisation est impossible, dès lors que l'instrument est bâti sur le vol. De même, la garantie *de conditions de travail décentes et d'une rémunération juste* sont autant de droits qui ne seront accessibles à de futurs traducteurs qu'à travers la régulation que des États et des entités supra-étatiques décideraient d'imposer aux entreprises du numérique, qu'elles soient extra-européennes ou européennes, ce qui suppose une volonté politique et donc une compréhension citoyenne des enjeux sociétaux.

Les priorités des enseignants signataires sont clairement énoncées : permettre aux étudiants d'exercer « *une activité rémunératrice* », « *qui doit rendre un service à la société et à ses différents acteurs (entreprises, etc.)* ». Sans nier que l'Université remplisse cette fonction et que cela réponde certainement aux attentes d'une partie importante de ses étudiants, il n'est pas interdit de penser qu'elle puisse répondre aussi à d'autres attentes, et notamment à celle de se former en tant que citoyen libre et averti. La morale, dont les auteurs de la tribune affirment qu'elle n'est pas leur affaire, n'est pas nécessairement une notion à écarter à cet égard. S'il est important que les étudiants rencontrent les outils nourris à l'IA, il est important qu'ils n'en deviennent pas eux-mêmes les outils, et qu'ils inscrivent la connaissance de ces technologies dans une culture générale humaniste de la traduction, et que cette connaissance s'ouvre à la philosophie du langage, aux sciences cognitives, à l'histoire du courant transhumaniste, à l'écologie. Sans oublier le rapport de force politique entre les États et la Tech, illustré par le soutien inconditionnel apporté à Mistral AI par le gouvernement français, qui a lutté contre le Parlement européen pour vider de sa substance la loi européenne sur l'intelligence artificielle (AI Act).

Margot Nguyen Béraud, présidente d'ATLAS

Jörn Cambreleng, directeur d'ATLAS